



REPONSE d'EDF SA

à la

CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP

du 15 Avril 2019 au 26 Avril 2019

« Modalités d'attribution des fréquences de la bande 2,6 GHz TDD pour les réseaux mobiles à très haut débit pour des besoins professionnels en France métropolitaine »

Fait à Paris, le 25 avril 2019

EDF SA a pris connaissance de la consultation publique de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ci-après « ARCEP ») « Modalités d'attribution des fréquences de la bande 2,6 Ghz TDD pour les réseaux mobiles à très haut débit pour des besoins professionnels en France métropolitaine »

Le Groupe EDF est un leader européen de l'énergie, présent sur l'ensemble des métiers de l'électricité (production, transport, distribution, négoce et commercialisation) et de plus en plus présent sur la chaîne du gaz naturel. Le Groupe compte 38 millions de clients dans le monde, dont 28 millions en France.

Les principales activités adressées par la présente réponse sont :

- La production d'électricité,
- La commercialisation d'énergie et de services,
- La gestion des territoires insulaires (domaine régulé),
- La recherche et le développement.

Dans le cadre de leurs activités, notamment celles relatives aux infrastructures critiques, EDF SA et ses filiales établissent ou font établir des réseaux de télécommunications filaires, optiques ou hertziens qui sont exploités par elles ou bien sous leur autorité pour assurer la continuité ainsi que la sécurité de la production et de la fourniture d'énergie.

Dans la suite du document, les questions de la consultation sont reprises, les positions développées dans les réponses ne concernent qu'EDF-SA.

EDF-SA est membre d'AGURRE, à ce titre les réponses du présent document complètent celles portées par l'association.

Introduction :

EDF remercie l'ARCEP pour son écoute, son attention et ses conseils dans le cadre des travaux d'anticipation pour l'élaboration du processus d'attribution des fréquences 2,6 GHz destiné à la création des réseaux radio professionnels indépendants.

Cette démarche est suivie au plus haut niveau de l'entreprise et se concrétise désormais à travers un projet de réalisation pour le parc nucléaire. Un marché vient d'être signé fin avril 2019 avec un partenaire industriel pour la réalisation de ce projet.

Ces perspectives vont permettre à EDF d'assurer la continuité de ces missions régaliennes de production d'énergie, en offrant aux exploitants des moyens de communications renouvelés et mieux adaptés au service de la sûreté, de la sécurité et de la performance du parc nucléaire.

Les éléments de réponses apportés à la présente consultation viennent en complément de la vision partagée avec les membres de l'AGURRE et visent à sécuriser les informations résiduelles nécessaires à l'instruction des dossiers de demande d'attribution des fréquences.

Points d'observation EDF :

3.4 Conditions techniques d'utilisation

Extrait du texte mis en consultation :

Conditions techniques d'utilisation 3.4.1

Les fréquences objet du présent document sont attribuées en mode TDD (Time Division Duplexing), c'est-à-dire que les voies descendante (antenne vers terminal) et montante (terminal vers antenne) utilisent la même bande de fréquences, mais à des instants différents.

Les analyses techniques menées par l'Arcep sur les conditions de coexistence entre réseaux hertziens utilisant des fréquences dans la bande 2,6 GHz TDD indiquent que l'absence de synchronisation entre réseaux pourrait induire de très importantes distances de séparation et/ou des brouillages préjudiciables aux différents réseaux.

L'Arcep relève également que dans l'hypothèse d'une synchronisation des réseaux dans la bande 2,6 GHz TDD, l'établissement d'une trame de référence commune au niveau national semble opportune : en effet, l'utilisation de trames différentes par des ensembles initialement disjoints de réseaux locaux pourrait conduire, au fur et à mesure de l'apparition de nouveaux réseaux, à un problème de coordination au niveau national.

Aussi, l'Arcep envisage de lancer une consultation publique en vue de déterminer le mode de fonctionnement pour les réseaux en bande 2,6 GHz TDD, basé le cas échéant sur la définition d'une trame de synchronisation de référence.

Dans l'attente de la fixation d'une trame de synchronisation de référence et pour ne pas ralentir l'ouverture du guichet d'attribution, le titulaire doit respecter les conditions suivantes :

■ Par défaut, le titulaire doit respecter la valeur limite de champ de 20 dBμV/m/5MHz mesuré à la frontière de sa zone d'autorisation, afin de ne pas générer de brouillage préjudiciable pour les éventuels autres titulaires situés sur des zones proches géographiquement, utilisant des fréquences proches (i.e. des fréquences de la bande 2,6 GHz TDD qui ne sont pas séparées par une bande de garde permettant de garantir leur compatibilité) et non-

Commentaires EDF :

Compte tenu du souhait d'harmonisation d'une trame de synchronisation de référence à travers un projet de consultation publique à venir, EDF souhaiterait voir apporter des précisions sur les points suivants :

- Le calendrier envisagé pour cette consultation (échéance)
- Les délais et modalités d'harmonisation pour converger vers une trame nationale de référence pour les sites qui seraient impactés.

Ce point ayant une incidence sur notre contrat fournisseur quant à la replanification éventuelle de la trame TDD.

Une clarification de ce sujet à travers une consultation publique pour le mois d'octobre est-elle envisageable ?

5.6.1 -b Caractéristiques du projet – Description de l'architecture générale du réseau

Extrait du texte mis en consultation :

La description de l'architecture générale du réseau porte sur l'ensemble des moyens mis en oeuvre (infrastructure de transmission détenue en propre, liaisons spécialisées, commutation, etc.) pour la fourniture des services de communications électroniques et l'acheminement du trafic. Cette description comporte notamment une présentation des éléments suivants :

.....

24. la description des équipements terminaux permettant d'accéder au réseau (type d'équipement, nécessité ou non d'utiliser des cartes SIM ou des codes MNC) ;

Commentaires EDF :

EDF souhaiterait une utilisation permanente du code MNC qui lui a été accordé par l'ARCEP à travers la décision 2018-1250 en date du 11 octobre 2018. A défaut serait-il possible d'associer dans la demande d'attribution de fréquence l'affectation officielle du code MNC pour les futurs titulaires de réseaux ?

La production des cartes SIM (code IMSI) associée au marché de fourniture nécessite de connaître le code MNC pour une contractualisation de la fourniture de carte SIM.